
Abdelhafid HAMMOUCHE, Hélène LE BAIL et Chikako MORI, « Le Japon, pays d'immigration ? », dossier de la revue *Hommes et migrations*, n° 1302, avril-mai-juin 2013

Paris, Cité nationale de l'histoire de l'immigration (Musée de l'histoire de l'immigration), 198 p.

Jean-Michel Butel



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ebisu/1523>

DOI : 10.4000/ebisu.1523

ISSN : 2189-1893

Éditeur

Institut français de recherche sur le Japon à la Maison franco-japonaise (UMIFRE 19 MEAE-CNRS)

Référence électronique

Jean-Michel Butel, « Abdelhafid HAMMOUCHE, Hélène LE BAIL et Chikako MORI, « Le Japon, pays d'immigration ? », dossier de la revue *Hommes et migrations*, n° 1302, avril-mai-juin 2013 », *Ebisu* [En ligne], 51 | 2014, mis en ligne le 01 novembre 2014, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ebisu/1523> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ebisu.1523>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

© Institut français de recherche sur le Japon à la Maison franco-japonaise

Abdelhafid HAMMOUCHE, Hélène LE BAIL et Chikako MORI, « Le Japon, pays d'immigration ? », dossier de la revue *Hommes et migrations*, n° 1302, avril-mai-juin 2013

Paris, Cité nationale de l'histoire de l'immigration (Musée de l'histoire de l'immigration), 198 p.

Jean-Michel Butel

RÉFÉRENCE

Abdelhafid HAMMOUCHE, Hélène LE BAIL et Chikako MORI, « Le Japon, pays d'immigration ? », dossier de la revue *Hommes et migrations*, n° 1302, avril-mai-juin 2013, Paris, Cité nationale de l'histoire de l'immigration (Musée de l'histoire de l'immigration), 198 p.

- 1 Le Japon est-il un pays d'immigration ? Si l'on commence à admettre, depuis maintenant une bonne vingtaine d'années qu'on nous le répète, que le Japon n'est pas si homogène, ou plutôt que son homogénéité est un mythe construit dans les années d'après-guerre¹, on conçoit surtout la diversité japonaise comme un résultat, celui de son histoire ancienne, préhistorique peut-être (les Jōmon et les Yayoi²), ou en tout cas pré-moderne (les *eta* / *hinin* / *burakumin* aux marges de l'urbanité médiévale ; les Aïnous au Nord ; la population singulière d'Okinawa au sud... Trois entités qui, à vrai dire, apparaissent comme des isolats, à part de ce qui forme la société « japonaise »). On reconnaît certes les départs de Japonais recrutés pour servir de main-d'œuvre docile dans les plantations de l'Amérique, anglophone et latine (770 000 migrants entre Meiji et 1945, ayant donné naissance aux deux à trois millions de personnes se reconnaissant

aujourd'hui comme *nikkeijin*), on sait généralement qu'il y a un problème à régler, conséquemment à l'établissement d'un empire colonial avant 1945 – Coréens bien sûr, 600 000 d'entre eux sont restés dans l'archipel après la défaite, et, dans une moindre mesure, Chinois continentaux (20 000) et Taïwanais (14 000) –, mais on a plus du mal à associer le Japon aux sociétés pluri-ethniques des nations développées occidentales. Le Japon aurait en effet, en même temps qu'il développait la légende de son unicité ethnique, toujours craint l'apport de nouvelles populations. Sa porte aurait toujours été fermée, ou alors temporairement – et fort opportunément – entrouverte, à la venue de migrants économiques ou politiques.

- 2 Le Japon ? Pays d'immigration !, nous affirment Hélène Le Bail (sinologue et japonisante, chercheuse en sciences politiques à la MFJ de 2010 à 2013), Chikako Mori (sociologue, université Hitotsubashi) et Abdelhafid Hammouche (professeur à l'université Lille I, directeur du Centre lillois d'études et de recherches sociologiques et économiques), dans leur texte introductif à ce dossier de la revue *Hommes et migrations*. Et même, pays dont les dynamiques migratoires permettent de reconsidérer les réalités françaises et européennes, affirme Abdelhafid Hammouche dans son « Esquisse d'une approche comparative des situations migratoires au Japon et en France » qui replace le Japon dans des problématiques communes aux grands pays industriels démocratiques.
- 3 Si le chiffre de deux millions de résidents étrangers (environ 2 % de la population, « japonaise » justement, mais inégalement répartis sur le territoire : certains quartiers à l'intérieur des métropoles connaissent plutôt des taux de l'ordre de 15 %) peut paraître faible, les quinze articles et encadrés qui composent ce dossier disent assez combien les dynamiques qui président à leur venue, à leur accueil et à leur reconnaissance, sont similaires à celles observées dans nos contrées et nécessitent une compréhension de mouvements mondialisés. Comme l'expliquent les trois éditeurs dans une introduction qui rappelle les grands paramètres des phénomènes migratoires modernes et contemporains sur l'archipel (p.11), « le Japon, qui se présente officiellement comme un pays de non-immigration, connaît de nombreuses évolutions et les situations migratoires ne sont pas sans rappeler les processus de stigmatisation ou de mise à l'écart que l'on observe dans la société française. Les migrants, différemment selon les parcours et les contextes locaux, deviennent des analyseurs du système social et politique japonais. Ainsi, l'installation *de facto* de nombreux étrangers soulève nombre de discussions sur le système éducatif, la protection des droits des travailleurs, des femmes, des réfugiés politiques, sur la nécessité d'une loi antidiscrimination ou d'une réforme de l'accès à la nationalité ». Le dossier va examiner tour à tour, sur 146 pages serrées : la situation des travailleurs migrants (les travailleurs latino-américains³, les travailleurs – et plus souvent travailleuses – domestiques, réclamé(e)s de façon accrue par le vieillissement de la population⁴, les migrants convoqués au titre de « stagiaires et apprentis⁵ », catégorie de visa dont on pressent toute la perversité, ou profitant d'un statut d'étudiants étrangers ou de travailleur qualifié⁶) ; les nouvelles problématiques des quartiers de banlieue où se concentre la population précaire, et donc souvent étrangère⁷ ; les mariages mixtes⁸ et les questions que posent les enfants de migrants à un système éducatif pensé pour une population normée⁹ ainsi qu'à la définition de la nationalité¹⁰ ; la politique d'asile au Japon et l'effet de la ratification des conventions internationales¹¹ ; les caractéristiques de la xénophobie, en particulier vis-à-vis des Coréens¹², population dont l'étude – souvent le fait des descendants de Coréens au Japon d'ailleurs, mais pas seulement –

suscite en effet nombre d'analyses très critiques du caractère discriminatoire de la société japonaise ; l'examen de la participation à la vie locale (la difficile participation au processus de décision politique¹³, la solidarité au sein d'institutions « ethniques »¹⁴, ou le soutien associatif aux étrangers¹⁵).

- 4 Ce sont ainsi treize articles, courts mais denses, alliant données démographiques et juridiques, illustrés de graphiques et complétés de trois encadrés, ainsi que d'une interview dont les questions nous rappellent que quelques idées reçues ont la vie dure (on n'a jamais fini d'expliquer l'insularité japonaise, merci Michaël Ferrier de vous être prêté au jeu), qui ont été réunis par Hélène le Bail et Mori Chikako, dans un numéro qui constitue la première somme en langue française présentant la diversité de la population japonaise contemporaine.
- 5 Si le format retenu est d'abord celui de la synthèse – de la synthèse informée, solide, soucieuse de proposer les références bibliographiques essentielles, et sachant alterner de façon convaincante données de recherche et ton plus militant –, on perçoit toujours derrière chaque présentation un immense travail de terrain auprès des populations migrantes. Car ce numéro est aussi l'histoire d'une rencontre réussie entre des sociologues français et des sociologues japonais. Ou plutôt, pour être plus précis, entre la sociologie française, depuis longtemps soucieuse d'analyser ses populations migrantes, et des chercheurs japonais formés en son sein, possédant parfaitement sa rhétorique, mais travaillant en terrain japonais, et capables de proposer des textes, pour certains directement en français, en ayant conscience de l'ignorance française sur le sujet. On sent ici l'influence du sociologue Miyajima Takashi (victime de l'une des très rares coquilles de ce numéro : son nom est faussement orthographié Miyagima p. 19), grand introducteur de la sociologie française au Japon¹⁶, et dont plusieurs collaborateurs de ce dossier ont été les élèves. On est admiratif de la qualité de la recherche sociologique japonaise, et pris d'une angoisse soudaine, qu'on aimerait transmettre aux administrateurs des dotations scientifiques : la recherche française serait-elle incapable de produire de bons sociologues japonisants ? Ses institutions impropres à financer des terrains sérieux sur le sol japonais ? Hélène Le Bail et Frédéric Roustan, respectivement chercheuse et chercheur associé à la Maison franco-japonaise, sont d'heureux contre-exemples. On leur souhaite de trouver rapidement un poste dans nos institutions. Et on aurait aimé les sentir moins seuls. Il y a une dizaine d'années, Patrick Champagne, digne représentant de la sociologie française, dans une conférence justement convoquée par le professeur Miyajima, admonestait les jeunes chercheurs japonais : vous connaissez Bourdieu ? Hé bien ne faites plus du Bourdieu en France ! Travaillez enfin sur le terrain japonais !, disait-il en substance, avec une assurance que j'avais trouvée, dans la promptitude à me scandaliser de notre ethnocentrisme qui faisait ma jeunesse, péremptoire. Ce numéro atteste que ce travail est fait, et bien fait. Quelle est la prochaine leçon, Messieurs les Français ?
- 6 Les japonisants chagrins que nous sommes regretteront, dans leur désir d'aller plus vite dans la connaissance du terrain japonais, l'absence quasi-totale de mention des concepts japonais, ou des termes japonais désignant les réalités décrites (quel est le mot pour dire apprenti ? Comment s'intitule réellement telle loi ?). Mais cet inconvénient est largement compensé par le plaisir d'une édition pointilleuse, présentant le cas japonais hors des canaux habituels des études japonaises. Une série de photographies, dues à Camille Millerand, toujours très évocatrices, vient donner chair aux textes. Portraits solitaires sur fond urbain, voire industriels, décors décrépis et dos

voutés, elles insistent de façon poignante sur la solitude du migrant. Les textes disent en effet tout le travail qu'il y a à faire pour que les différentes composantes de la société japonaise donnent pleinement place à celui qui est d'abord perçu comme étranger. Mais les textes mettent en lumière aussi des situations dynamiques, la vitalité d'initiatives citoyennes, de mouvements locaux, d'enthousiasmes individuels. C'est ainsi qu'il faut lire ce numéro, comme description d'une situation d'ores et déjà complexe et contrastée, et certainement pas à résumer en termes misérabilistes.

- 7 Ce numéro spécial d'*Hommes et migrations* est l'un des nombreux résultats du travail effectué dans le cadre du programme de recherche franco-japonais Chorus intitulé « Initiatives locales contre l'exclusion des résidents étrangers » (ANR-JSPS 2011-2014), dont Hélène Le Bail était la cheville ouvrière pour la MFJ. Du défunt programme franco-japonais Chorus devrais-je écrire. Celui-ci a été interrompu l'été dernier, sans sommation, et sans concertation avec nos partenaires japonais semble-t-il, par l'Agence nationale de la recherche (française). C'est désormais sans cadre français précis (oui : il n'existe à ce jour aucun programme de recherche bilatéral entre la France et le Japon en sciences sociales !) que les chercheurs devront monter des projets franco-japonais. Au vu de la qualité de la publication rapidement présentée dans cette chronique, on ne peut que le regretter. Et souhaiter qu'un nouveau cadre bilatéral soit rapidement mis en place. Pendant ce temps, les chercheurs japonais ayant contribué à ce numéro auront été financés par les institutions de recherche japonaises à hauteur de 65 millions de yens, au bas mot, hors dotation habituelle et primes de recherche¹⁷.

NOTES

1. Il est de bon aloi alors de citer Oguma Eiji 小熊英二, en japonais (1995 *Tan.itsu minzoku shinwa no kigen* 単一民族神話の起源 (Aux origines du mythe du peuple homogène), Shin.yōsha 新曜社, 450 p.) ou dans sa traduction anglaise de 2002 (*A Genealogy of Japanese Self-Images*, Trans Pacific Press). On pourra rappeler que les thèses d'Oguma ont été présentées au public français à plusieurs reprises dans le cadre des recherches menées à la MFJ : colloque « L'espace et les frontières dans l'histoire », 7 juillet 2001 ; colloque « Le passé colonial, mémoire pour l'avenir », 8-9 décembre 2007 ; Oguma Eiji, « Les Frontières du Japon moderne », *Ebisu. Études japonaises*, n° 30, printemps-été 2003, p. 155-177.
2. Sur cette opposition, Arnaud Nanta, « Débats autour des fouilles archéologiques à Osaka, 1917-1920 », *Ebisu*, n° 32, 2004, p. 25-63. Doi : 10.3406/ebisu.2004.1378.
3. Higuchi Naoto, sociologue à l'université de Tokushima, et Inaba Nanako, sociologue, francisante, de l'université d'Ibaraki : « Travailleurs latino-américains au Japon. Vingt années perdues », p. 23-31. Higuchi Naoto dirige un programme de recherche sur les mouvements sociaux (15 millions de yens, 2010-2013). Inaba Nanako est financée pour un travail portant sur les mouvements anti-globalisation (1,7 millions de yens).
4. Itō Ruri, « Les travailleur(se)s domestiques migrants en Asie », p. 33-39. Bien connue des sociologues français, diplômée de l'EHESS, la professeure Itō Ruri (université de Hitotsubashi) a mené différents programmes de recherche ambitieux, et financés (Transnational Sociology

Program) autour des migrations et du genre. Elle travaille actuellement sur le *care*, dans une perspective comparée (France, Allemagne, Italie. Projet de 14,8 millions de yens).

5. Kuroda Yoshihiko, « Stagiaires et apprentis étrangers au Japon », p. 40-41. Professeur à l'université de Nagoya, Kuroda Yoshihiko dirige actuellement un programme de recherche sur les mouvements à l'échelle locale (11 millions de yens).

6. « Étudiants étrangers et travailleurs qualifiés au Japon », Hélène Le Bail, encadré p. 43-44.

7. Mori Chikako, « Esquisse d'une sociologie des banlieues au Japon », p. 45-55. Chercheuse à l'université Hitotsubashi, francisante, diplômée de l'EHESS, Mori Chikako est spécialiste de sociologie urbaine en France et au Japon. Son engagement au sein du mouvement anti-pauvreté est également connu. Elle est financée (1,6 millions de yens) pour une étude comparée de programmes de rénovation urbaine.

8. « L'envolée des mariages mixtes », encadré d'Hélène Le Bail, p. 74-75.

9. Sonoyama Daisuke, « Les élèves étrangers au Japon », p. 57-65. Maître de conférences à l'université d'Osaka, francisant, Sonoyama Daisuke participe à un programme de recherche en sociologie de l'éducation s'intéressant aux migrations et à l'interculturalité (13 millions de yens).

10. « Évolution du droit de la nationalité et individus métis. Le cas des nippo-philippins », Frédéric Roustan, p. 67-73. Frédéric Roustan, historien des migrations, faisait partie du Transnational Sociology Program dirigé par Itō Ruri lors de la rédaction de cet article.

11. « Les caractéristiques de la xénophobie au Japon », p. 89-98. L'auteur, Kim MyungSoo, professeur de sociologie à l'université Kwansei Gakuin, a reçu 4,1 millions de yens pour un programme de recherche sur le nationalisme et l'ethnicité.

12. « L'exception japonaise en matière de droit d'asile », Suzuki Minako, francisante, doctorante à l'université Hitotsubashi et à l'EHESS, p. 77-87.

13. Nakano Yûji, « La participation politique des étrangers au Japon », p. 105-116. Le professeur Nakano, francisant, enseigne la sociologie politique à l'université de Komazawa. Il mène un projet de recherche sur la participation politique et le modèle républicain (3,3 millions de yens).

14. « Soins aux personnes âgées et construction de l'identité ethnique », p. 177-127. Seo Akwi est chercheuse au laboratoire d'étude sur le genre de l'université Ochanomizu. Elle a rassemblé environ un million de yens par an depuis 2012 pour une recherche sur le droit des femmes et les migrations matrimoniales.

15. Hélène Le Bail, « Le soutien associatif aux femmes étrangères au Japon », p. 127-135 ; Namioka Shintarô, « La solidarité internationale comme identité collective dans un quartier de journaliers », p. 137-146. Namioka Shintarô, francisant, diplômé de l'université d'Aix-Marseille, est maître de conférences à l'université Meiji gakuin où il enseigne la sociologie politique. Il vient de conclure un projet d'analyse comparée des politiques éducatives et de santé (18,6 millions de yens).

16. Qu'on en juge ! Grand connaisseur et traducteur de l'œuvre de Durkheim (ouvrages en 1977, 1979, 1987, 1989...), le professeur Miyajima a également traduit en japonais, dans l'ordre chronologique : Raymond Boudon, Raymond Aron, Maurice Duvergé, Alain Touraine, Bourdieu/Passeron, le *Dictionnaire de sociologie* Larousse, Patrick Champagne, Michel Wiewiorka...

17. Tous ces chiffres sont vérifiables sur le site <http://kaken.nii.ac.jp/en/>. Il faut une certaine vulgarité pour associer un chercheur, un projet intellectuel, à une somme d'argent. Que Tenjin me pardonne ! Ceci ne dit bien sûr rien de la qualité de la réflexion menée. Notre propos est simplement ici d'éclairer les administrateurs français de la recherche sur les pratiques hors hexagone.

AUTEURS

JEAN-MICHEL BUTEL

MFJ Umifre 19